



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale  
de la protection des populations  
Service Prévention des Risques et Production  
Affaire suivie par : Sylvie HACHE  
Téléphone : 04-83-17-83-86  
Télécopie : 04-83-17-83-99  
Courriel : sylvie.hache@vaucluse.gouv.fr

Avignon, le 15 OCT. 2013

## ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

n° 2013-288-0003

à l'encontre de la société **NOVERGIE**, exploitant un pôle de valorisation énergie-matière et un centre de traitement et de valorisation des mâchefers issus d'usines d'incinération d'ordures ménagères sur la commune de Vedène, relatif à l'application de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011

Vu le code de l'Environnement et notamment son article L. 171-8 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011, relatif au recyclage en techniques routières des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2013137-0008 du 17 mai 2013, donnant délégation de signature à Madame Martine CLAVEL, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 270 bis du 9 février 1999 autorisant la société Novergie à exploiter sur le territoire de la commune de Vedène, une installation de traitement et de valorisation de mâchefers d'incinération ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 09 octobre 2013 ;

CONSIDERANT que les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 ne sont pas respectées par l'exploitant, dans la mesure où les critères applicables aux chantiers pouvant utiliser des mâchefers en recyclage ne sont pas respectés ;

CONSIDERANT que les prescriptions du paragraphe 5 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 ne sont pas respectées par l'exploitant, dans la mesure où le volume de mâchefers stocké temporairement sur la carrière de Cabrières d'Avignon, exploitée par la société Béton Granulats Sylvestre, est supérieur aux 1 000 m<sup>3</sup> permis ;

CONSIDERANT que ces conditions actuelles d'exploitation peuvent porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu dans ces conditions, de faire application des dispositions des articles L. 171-8 et L. 541-3-1 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Novergie de respecter les prescriptions susvisées ;

Sur proposition de Madame la directrice départementale de la protection des populations,

ARRETE :

**Article 1 :**

En application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, la société Novergie est mise en demeure, dans le cadre de l'exploitation du centre de traitement et de valorisation des mâchefers de Vedène, de respecter :

- les prescriptions du paragraphe 5 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011, en limitant à 1 000 m<sup>3</sup> le volume de matériaux alternatifs stocké temporairement, au niveau des chantiers de recyclage des mâchefers en techniques routières ;
- les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011, concernant les critères applicables aux chantiers pouvant utiliser des mâchefers en recyclage.

**ARTICLE 2 : mesures de publicité**

Une copie du présent arrêté est déposée auprès de la mairie de Vedène et peut y être *consultée*, un extrait de cet arrêté est *affiché* pendant une durée minimum d'un mois dans cette mairie. Un procès verbal constatant l'accomplissement de ces formalités devra être adressé à la direction départementale de la protection des populations de Vaucluse. Le même extrait est *affiché* dans l'installation en permanence de façon visible par l'entreprise sur son site de Vedène.

Cet arrêté sera *inséré* sur le site internet de l'Etat en Vaucluse.

**ARTICLE 3 : voies de recours**

Un recours peut-être formé devant le tribunal administratif de Nîmes dans les conditions fixées aux articles L514-6 et R514-3-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement. Le texte de ces articles est annexé au présent arrêté (annexe 0).

**ARTICLE 4 : application**

La secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse, la directrice départementale de la protection des populations, le maire de Vedène, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le colonel du groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale,



Martine CLAVEL

## ANNEXE 0

### Article L514-6

I.-Les décisions prises en application des articles L. 512-1, L. 512-3, L. 512-7-3 à L. 512-7-5, L.512-8, L. 512-12, L. 512-13, L. 512-20, L. 513-1 à L. 514-2, L. 514-4, du I de l'article L. 515-13 et de l'article L. 516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Un décret en Conseil d'Etat précise les délais dans lesquels ces décisions peuvent être déférées à la juridiction administrative.

### II.-Supprimé

III. -Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV.-Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

### Article R514-3-1

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

-par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

-par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

